Géo-économie africaine : la recomposition des partenariats à l'épreuve des souverainetés

La Chaire internationale de la Gouvernance Publique[1] *a consacré l'une de ses dernières rencontres à la* géo-économie africaine et à la recomposition des partenariats. *Ce thème s'est inscrit dans un moment particulièrement révélateur des transformations contemporaines du continent africain. À travers les regards croisés de Pedro Novo, CEO d'AXIAN Properties et conseiller du commerce extérieur de la France, de Benoît Chervalier, chairman de BCH Invest Group, président d'Africa Business Europe, vice-président Africa du MEDEF et fondateur de la chaire* Business and Industry in Africa *de l'ESSEC Business School, et d'Al Hassane O. A. Niang, directeur au sein de GOPA Group mbH et diplômé de l'ISMaPP, il s'est agi d'interroger non pas seulement l'évolution des relations entre l'Afrique, l'Europe, la Chine, les États-Unis ou la Russie, mais plus profondément les conditions dans lesquelles les États africains entendent désormais reprendre la maîtrise de leur trajectoire économique, politique et stratégique.*

Par
Xavier Poulet-Goffard
Docteur en sciences économiques, expert-comptable, commissaire aux comptes, associé et directeur général délégué à l'international d'ORCOM.

L'Afrique au centre d'une nouvelle géographie des puissances

L'Afrique n'est plus seulement un espace d'influence. Elle devient un espace de choix, d'arbitrage, de négociation et de souveraineté. C'est précisément ce déplacement qui impose de renouveler les catégories d'analyse. La question n'est plus seulement de savoir quels partenaires se positionnent sur le continent, mais de comprendre comment les États africains, les pouvoirs publics, les entreprises, les institutions financières et les diasporas participent à une recomposition d'ensemble des rapports de force.

La séquence actuelle est marquée par plusieurs signaux convergents : retrait ou redéploiement de certaines positions militaires françaises, montée en puissance des financements chinois, affirmation de puissances intermédiaires comme la Turquie ou les pays du Golfe, réveil des souverainetés minières, transformation des politiques d'infrastructures, expansion de banques panafricaines, réorganisation des corridors logistiques et volonté croissante de transformation locale des ressources. À travers ces mouvements, se dessine une nouvelle économie politique de l'Afrique : plus consciente d'elle-même, plus attentive à ses dépendances, plus exigeante dans ses partenariats.

Une Afrique convoitée, mais encore marginalisée ?

Benoît Chervalier a ouvert la réflexion par une formule volontairement saisissante : *l'Afrique est convoitée mais elle reste marginalisée*. Cette phrase dit le paradoxe central de la période. Le continent est convoité parce que les sommets, forums et conférences se multiplient : rencontres Afrique-France, conférences à Kigali, sommet de Nairobi, formats bilatéraux avec le Japon, la Corée du Sud, la Chine ou d'autres puissances. Le continent est également convoité en raison de ses ressources minières, énergétiques, agricoles, démographiques et stratégiques.

Mais, selon Benoît Chervalier, cette convoitise ne se traduit pas encore par une pleine capacité africaine à peser dans la gouvernance mondiale. L'Afrique demeure sous-représentée ou faiblement représentée dans de nombreuses enceintes de décision. Il rappelait ainsi que, dans plusieurs institutions internationales, les pays africains sont souvent dispersés, regroupés dans des « chaises » différentes, ou dotés de droits de vote très limités. Même au sein d'institutions présentées comme relevant du *Sud*

global, la place réelle du continent reste contrainte. Il évoquait à cet égard l'exemple de la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures, où dix-huit pays africains membres ne détiendraient qu'une part marginale du capital et des droits de vote.

Cette situation nourrit un double diagnostic. D'une part, l'Afrique est devenue indispensable dans les discours stratégiques mondiaux. D'autre part, elle ne dispose pas encore de la capacité institutionnelle, financière et politique correspondant à cette centralité. Le continent est donc appelé, pour Benoît Chervalier, à sortir d'un étau : ne pas être assigné à choisir entre les États-Unis et la Chine, entre les anciennes puissances occidentales et les nouveaux pôles du Sud global, mais défendre ses propres intérêts.

Cette aspiration à la liberté de choix rejoint une définition exigeante de la souveraineté. Pour Benoît Chervalier, ce que l'Afrique attend, c'est précisément *la liberté de ses choix*. La souveraineté n'est pas l'isolement. Elle n'est pas davantage la prétention à tout faire seul. Elle consiste à identifier ses intérêts vitaux, à maîtriser ses intérêts stratégiques et à éviter les dépendances exclusives. La souveraineté, dans cette perspective, n'est pas fermeture mais diversification.

La réponse africaine : représentation, réaffirmation et volonté de souveraineté

Al Hassane O. A. Niang a nuancé l'idée d'une marginalisation africaine en soulignant l'existence d'une volonté de réaffirmation de la part de nombreux États du continent. Selon lui, l'Afrique n'est pas seulement l'objet de stratégies extérieures ; elle commence à formuler plus clairement ses propres demandes de représentation, d'autonomie et de reconnaissance.

Il a rappelé les revendications portées autour d'une meilleure représentation africaine au Conseil de sécurité des Nations unies, ainsi que l'ouverture du G20 à l'Union africaine. À ses yeux, cette évolution traduit une prise de conscience : les sujets africains occupent une place centrale dans les débats internationaux, notamment au Conseil de sécurité, mais cette centralité doit désormais trouver une traduction institutionnelle.

Al Hassane O. A. Niang a également insisté sur la dimension générationnelle de cette transformation. Une jeunesse africaine, plus informée, plus exigeante et moins disposée à accepter les héritages de dépendance du passé, pousse les États à aller vers davantage de souveraineté. Cette dynamique se manifeste dans la manière dont certains pays africains cherchent à redéfinir leurs partenariats, non plus uniquement avec l'Europe ou l'Occident, mais aussi avec le Sud global.

Cette évolution ne signifie pas rupture mécanique avec l'Europe. Elle signifie plutôt que les États africains entendent replacer la relation dans un cadre plus équilibré. La coopération ne peut plus être pensée comme une relation héritée, mais comme un partenariat soumis à l'épreuve de l'utilité, de la réciprocité et de la capacité à produire des effets économiques concrets.

Entre émotion politique et réalité économique : l'appel aux faits

Pedro Novo a proposé une entrée complémentaire, en appelant à distinguer les faits, l'émotion, la politique et la vision. Cette distinction est essentielle. Les relations entre l'Afrique, l'Europe, la Chine, la Russie ou les États-Unis sont souvent prises dans des récits passionnels, dans des narratifs d'influence, de domination, de revanche ou de déclassement. Or, selon lui, il faut revenir à la matérialité des échanges, aux volumes, aux investissements, aux flux commerciaux.

Il a ainsi rappelé le poids considérable de la Chine dans la relation économique avec le continent africain. La Chine apparaît comme l'*elephant in the room* : acteur massif, structurant, incontournable. Ses exportations vers l'Afrique et ses importations de ressources stratégiques traduisent une relation asymétrique mais centrale. À l'inverse, Pedro Novo a relativisé le poids économique de la Russie. Celle-ci exerce une influence politique, sécuritaire et culturelle dans certains contextes, mais son poids économique demeure, selon lui, sans commune mesure avec celui de la Chine ou de l'Europe.

Cette distinction est décisive : l'influence ne se mesure pas seulement au volume économique, mais l'économie rappelle les limites de certains récits. La Russie peut peser politiquement dans des situations de transition, de fragilité ou de recomposition du pouvoir ; elle n'est pas pour autant un acteur économique majeur à l'échelle du continent. L'Europe, en revanche, conserve une présence économique très importante. Pedro



Crédit : AdobeStock – Courage

Une jeunesse africaine, plus informée, plus exigeante et moins disposée à accepter les héritages de dépendance du passé, pousse les États à aller vers davantage de souveraineté.

Novo a rappelé que les échanges entre l'Europe et l'Afrique demeurent massifs, supérieurs à ceux de la Chine dans certains ordres de grandeur évoqués lors du webinaire.

Son propos conduit à refuser deux illusions opposées : celle d'une Europe définitivement effacée du continent africain ; celle d'une Afrique condamnée à subir passivement les stratégies des puissances extérieures. L'Afrique diversifie ses partenaires. Cette diversification est saine. Elle peut même être bénéfique pour les pays africains dès lors qu'elle limite les dépendances destructrices de valeur.

Les infrastructures comme lieux de souveraineté et de compétition

La question des infrastructures occupe une place centrale dans cette recomposition géo-économique. Routes, ports, corridors ferroviaires, réseaux énergétiques, infrastructures numériques, plateformes logistiques et projets miniers sont devenus les lieux concrets où se rencontrent souveraineté nationale, financement international, diplomatie économique et compétition entre puissances.

Le corridor de Lobito, reliant l'Angola, la République démocratique du Congo et la Zambie, constitue à cet égard un cas d'école. Benoît Chervalier a montré que ce projet est simultanément présenté comme européen, américain et africain selon les interlocuteurs et les lieux de discours. À Bruxelles, il peut être lu comme un projet européen ; à Washington, comme un projet américain ; en Afrique, comme un projet dont l'appropriation dépend des États concernés, de leurs autorités politiques, de leurs populations et de leurs intérêts économiques.

Cette pluralité de récits révèle une tension entre la réalité des financements, la communication politique et la perception stratégique. Pour Benoît Chervalier, l'enjeu du corridor de Lobito n'est pas seulement logistique. Il est lié à la transformation locale des matières premières, à la sécurisation des chaînes d'approvisionnement et à la souveraineté industrielle. Une infrastructure ne doit pas seulement permettre d'extraire et d'exporter des ressources. Elle doit contribuer à créer de la valeur localement, à former des compétences, à organiser des filières et à favoriser une montée en puissance industrielle.

C'est ici que la notion de souveraineté prend tout son sens. La souveraineté ne consiste pas à refuser les partenaires extérieurs, mais à éviter que les infrastructures ne deviennent de simples instruments d'extraction au bénéfice d'intérêts

extérieurs. Elle suppose que les États africains puissent inscrire ces projets dans une stratégie nationale et régionale de développement, et non seulement dans les agendas géopolitiques des bailleurs ou des entreprises étrangères.

L'Agenda 2063 et la difficile maîtrise africaine des financements

Al Hassane O. A. Niang a replacé les infrastructures dans le cadre de l'Agenda 2063 de l'Union africaine. Celui-ci fixe un horizon de transformation du continent, notamment en matière d'infrastructures autoroutières, ferroviaires, énergétiques et numériques. Des projets comme les axes Dakar-Casablanca, Dakar-Lagos ou certains corridors régionaux s'inscrivent dans cette vision continentale.

Mais la difficulté principale demeure le financement. L'Union africaine peut définir des priorités ; les États doivent ensuite identifier les ressources permettant de les réaliser. Or, c'est précisément à ce niveau que se nouent les dépendances. Les pays capables de venir avec des financements structurés, notamment à travers leurs banques d'exportation, disposent d'un avantage considérable. La Chine, la Turquie ou certains acteurs du Sud global arrivent souvent avec des offres financières plus rapides, plus intégrées et moins conditionnées que les dispositifs européens ou américains.

Une infrastructure ne doit pas seulement permettre d'extraire et d'exporter des ressources. Elle doit contribuer à créer de la valeur localement, à former des compétences, à organiser des filières et à favoriser une montée en puissance industrielle.

À l'inverse, les financements occidentaux sont fréquemment assortis de conditions plus nombreuses : exigences de gouvernance, critères environnementaux, procédures de passation, normes de transparence, règles de conformité. Ces conditions peuvent être légitimes ; elles peuvent aussi ralentir les projets ou les rendre moins attractifs face à des offres concurrentes plus directes.

Al Hassane O. A. Niang a toutefois souligné l'évolution positive des règles de passation des marchés publics dans plusieurs pays africains, avec la montée en puissance d'autorités autonomes cherchant à garantir transparence et régularité. Cette dynamique est essentielle, car la souveraineté ne saurait être réduite à la capacité de choisir un financeur. Elle suppose aussi des institutions nationales robustes, capables d'évaluer, de négocier, de contrôler et de piloter les projets.

De l'aide au financement de l'investissement : une mutation sémantique et politique

Pedro Novo a insisté sur une évolution majeure : la transition d'une logique d'aide au développement vers une logique de financement de l'investissement. Cette mutation n'est pas seulement lexicale. Elle traduit une transformation profonde du rapport entre bailleurs, États, entreprises et bénéficiaires.

Pendant longtemps, certains acteurs européens ont valorisé l'aide déliée, c'est-à-dire des financements ouverts à des appels d'offres internationaux, sans obligation que les entreprises du pays financeur en bénéficient. Cette approche portait une forme de noblesse fonctionnelle : financer le développement sans imposer directement ses champions nationaux. Mais Pedro Novo a souligné que cette logique ne correspond plus entièrement aux contraintes contemporaines de compétitivité, d'influence et de rareté financière.

Désormais, les financeurs veulent savoir ce que leurs financements produisent aussi pour eux. La question devient : que reçoit celui qui finance ? Cette interrogation, que Pedro Novo formule dans une logique presque trumpienne du *what do I have for my money*, transforme les politiques de financement. L'argent est plus rare, plus cher, plus disputé. Les prêteurs demandent davantage de garanties et de retours ; les emprunteurs demandent davantage de valeur, de transfert, de formation, de maîtrise et d'impact.

Dans ce contexte, des instruments africains comme Afreximbank deviennent stratégiques. Ils permettent au continent de ne pas dépendre uniquement des banques d'exportation étrangères, et de construire progressivement une capacité financière propre. Cette capacité reste limitée au regard des besoins, mais elle constitue un levier de souveraineté.

Le rôle structurant de l'Europe : proximité, volume et codéveloppement

L'un des points forts du débat fut de rappeler que l'Europe n'a pas disparu du paysage africain. Pedro Novo a insisté sur la réalité des volumes d'échanges entre l'Europe et l'Afrique. La proxi-

mité géographique, les liens historiques, les cadres juridiques parfois proches, les interdépendances économiques, les besoins de formation et les possibilités de co-investissement demeurent considérables.

L'Europe dispose d'atouts réels : savoir-faire technique, capacité de formation, normes, institutions financières, entreprises, proximité culturelle et linguistique avec plusieurs pays africains. Mais ces atouts ne suffisent plus s'ils ne sont pas traduits en propositions compétitives, lisibles et rapides.

Le programme Global Gateway de l'Union européenne illustre cette volonté de repositionnement. Il cherche à offrir une réponse européenne aux grands besoins d'infrastructures physiques et numériques. Toutefois, pour être crédible, l'Europe doit accepter de passer d'une posture parfois surplombante à une logique de partenariat stratégique. Il ne s'agit plus seulement d'accompagner le développement, mais de construire des intérêts communs.

Ces intérêts communs existent. L'Europe a besoin de diversifier ses chaînes d'approvisionnement, de sécuriser certaines matières premières critiques, de construire des partenariats énergétiques et industriels, d'éviter une dépendance excessive à la Chine ou aux États-Unis. Les États africains, de leur côté, ont besoin d'investissements, de technologies, de formation, de transformation locale et de marchés. C'est dans cette zone d'intersection que peut se refonder une relation euro-africaine.

Transformation locale, formation et savoir-faire : les conditions matérielles de la souveraineté

La transformation locale des matières premières est revenue à plusieurs reprises comme l'un des cœurs de la souveraineté africaine. Extraire ne suffit plus. Exporter brut ne suffit plus. La valeur doit être davantage captée sur place. Cela vaut pour les minerais stratégiques, mais aussi pour les matières premières agricoles : cacao, anacarde, ressources énergétiques, produits transformables.

Benoît Chervalier a insisté sur le lien entre transformation locale et formation. Il ne suffit pas de décréter une stratégie industrielle. Encore faut-il disposer des ingénieurs, techniciens, cadres, opérateurs, écoles, dispositifs de formation et savoir-faire nécessaires. La souveraineté productive suppose une souveraineté des compétences.



Crédit : wikimedia commons Arsen.Shnurkov

La difficulté principale demeure le financement. L'Union africaine peut définir des priorités ; les États doivent ensuite identifier les ressources permettant de les réaliser. Or, c'est précisément à ce niveau que se nouent les dépendances.

Ce point est décisif pour les pouvoirs locaux et nationaux. Les infrastructures ne doivent pas être pensées seulement comme des objets physiques. Elles doivent être accompagnées d'écosystèmes : formation professionnelle, institutions de contrôle, chaînes de sous-traitance, accès au crédit, normes, maintenance, ingénierie, recherche appliquée. La souveraineté ne se construit donc pas uniquement dans les négociations diplomatiques ; elle se construit dans les systèmes éducatifs, les politiques industrielles et les capacités administratives.

Les diasporas comme vecteurs de retour, d'investissement et de responsabilité

La dernière partie du débat a ouvert une perspective essentielle : le rôle des diasporas africaines. Pedro Novo a souligné la montée en puissance d'une diaspora de talent, qui revient, investit, entreprend, s'engage en politique, participe aux cabinets ministériels, aux administrations, aux entreprises et aux stratégies nationales de transformation.

Cette diaspora est souvent issue de mobilités multiples : études, migrations économiques, trajectoires familiales, exils politiques ou professionnels. Pendant longtemps, les économies développées

absorbaient durablement ces talents. Aujourd'hui, dans plusieurs pays africains, une partie de cette génération revient ou se réengage. Elle le fait par volonté de sens, par opportunité économique, par attachement national, mais aussi parce que les économies occidentales apparaissent parfois moins ouvertes, moins dynamiques ou moins prometteuses qu'elles ne l'étaient dans les imaginaires.

Pedro Novo a cité des pays comme le Rwanda, le Bénin ou le Sénégal pour illustrer cette dynamique. Le retour de compétences, combiné aux talents locaux, produit des équipes publiques et privées particulièrement efficaces. Il ne s'agit pas d'opposer diaspora et acteurs locaux, mais de comprendre que leur combinaison peut devenir un facteur d'accélération.

La diaspora peut jouer plusieurs rôles : canal d'investissement, relais de confiance, médiateur culturel, expert technique, entrepreneur, responsable public, investisseur patient, passeur institutionnel. Dans une nouvelle diplomatie du financement, elle peut contribuer à rapprocher les marchés de capitaux européens et africains, à structurer des projets, à améliorer la compréhension mutuelle des risques et à bâtir des partenariats plus équilibrés.

Vers une diplomatie des intérêts communs

La recomposition des partenariats africains ne peut être comprise comme un simple basculement d'influence d'un acteur vers un autre. Elle est plus profonde. Elle traduit l'émergence d'un continent qui entend négocier, diversifier, sélectionner et maîtriser davantage ses alliances.

Benoît Chervalier a mis en évidence le paradoxe d'une Afrique convoitée mais encore marginalisée dans la gouvernance mondiale. Al Hassane O. A. Niang a rappelé la montée d'une volonté africaine de représentation, de souveraineté et de rééquilibrage. Pedro Novo a appelé à dépasser les récits émotionnels pour revenir aux faits, aux volumes, aux financements et à la réalité des intérêts.

De ces trois approches se dégage une même conviction : l'avenir des relations entre l'Afrique, l'Europe et le reste du monde ne pourra plus reposer sur des héritages implicites. Il devra se construire sur des projets, des financements, des infrastructures, des compétences, des institutions et des intérêts communs explicitement assumés.

Pour l'Europe et la France, l'enjeu est clair : elles ne peuvent plus se contenter d'une proximité historique, linguistique ou géographique. Elles doivent formuler une proposition économique, financière et industrielle crédible, compétitive et respectueuse de la souveraineté africaine. Pour les États africains, le défi est tout aussi exigeant : transformer la diversification des partenaires en véritable autonomie stratégique, éviter les nouvelles dépendances, renforcer les capacités internes et faire des infrastructures non pas des outils d'extraction, mais des leviers de développement souverain.

La géo-économie africaine entre ainsi dans une phase nouvelle. Elle n'est plus seulement le théâtre d'une compétition entre puissances. Elle devient le lieu d'une question plus fondamentale : comment un continent longtemps assigné à la périphérie peut-il faire de sa centralité nouvelle une capacité durable de décision, de transformation et de puissance ?

Xavier Poulet-Goffard

1 La Chaire internationale de la Gouvernance publique (CIGP) est un espace ressources qui favorise les échanges entre dirigeants et cadres du secteur public, de la sphère économique et du monde universitaire. La CIGP est parrainée par le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et a établi un partenariat avec ScPo-Rennes.

Trois questions à Al Hassane O. A. Niang

Spécialiste en réforme institutionnelle et en gouvernance publique,
Directeur du Groupe GOPA

Pouvoirs Locaux : *Le Sénégal est souvent présenté comme l'un des principaux points d'ancrage de l'Afrique de l'Ouest. Quels sont, selon vous, les facteurs géographiques, politiques, économiques et institutionnels qui expliquent cette position singulière de hub régional ?*

Al Hassane O. A. Niang : Le Sénégal se positionne comme le hub stratégique incontesté de l'Afrique de l'Ouest grâce à une combinaison unique d'atouts géographiques, politiques et infrastructurels. Cette centralité dépasse le simple rôle de carrefour pour devenir un véritable centre névralgique pour les affaires, la diplomatie et les échanges.

La position du Sénégal, à l'extrême ouest du continent africain, en fait la porte d'entrée naturelle de l'Afrique de l'Ouest vers les marchés européens et américains. Cette avancée sur l'océan Atlantique réduit les temps de transit maritime. Le Port Autonome de Dakar est l'un des plus importants et fréquentés de la région, servant de transbordement pour les pays enclavés comme le Mali. Sa capacité est renforcée par des infrastructures complémentaires comme l'Aéroport International Blaise Diagne (AIBD), véritable hub aérien moderne, et le Train Express Régional (TER) et le Bus Rapid Transit (BRT), qui fluidifient les liaisons entre la capitale et l'intérieur de la région de Dakar.

Et puis, le Sénégal est un sanctuaire de stabilité politique dans une région troublée. C'est sans doute le critère le plus différenciant. Dans une région ouest-africaine marquée par la résurgence de coups d'État (Mali, Burkina, Niger) et l'expansion du terrorisme, le Sénégal fait figure d'exception démocratique. Le pays a connu trois transitions de pouvoir pacifiques depuis son indépendance, et plus récemment, l'élection présidentielle de mars 2024, saluée pour sa transparence, a consolidé cette image. Cette stabilité politique crée un environnement sécurisé et prévisible, essentiel pour les investisseurs étrangers et les institutions internationales qui y installent leurs bases régionales.

Enfin, le Sénégal a investi massivement pour moderniser son cadre économique. Le pays dispose d'un système juridique fiable aligné sur les normes internationales, offrant une protection aux capitaux étrangers. Des institutions comme l'APIX (Agence de Promotion des Investissements et Grands Travaux) jouent le rôle de guichet unique pour faciliter les démarches administratives. Cette infrastructure financière et réglementaire, couplée à une main-d'œuvre jeune et de plus en plus qualifiée (plus de 60% de la population a moins de 25 ans), en fait un centre d'opérations idéal pour les multinationales souhaitant couvrir la zone CEDEAO.

Au-delà de l'économie, le Sénégal est un centre intellectuel et religieux. Dakar a accueilli des événements majeurs comme le Forum sur la paix et la sécurité en Afrique. Sur le plan religieux, les grandes confréries soufies (Mouridisme, Tidjania) ont leur cœur battant au Sénégal et exercent une influence transfrontalière considérable, offrant des canaux de dialogue et de stabilité sociale uniques dans la sous-région.

Pouvoirs Locaux : *Comment caractériser aujourd'hui le degré d'internationalisation du Sénégal ? Entre ouverture économique, attractivité institutionnelle et partenariats stratégiques, quelle place le pays occupe-t-il dans les équilibres régionaux et dans ses relations avec les grandes puissances mondiales ?*

Al Hassane O. A. Niang : L'internationalisation du Sénégal est à la fois historique et multidimensionnelle. Le pays a toujours regardé vers l'extérieur, mais sa stratégie a évolué, passant d'une diplomatie d'influence à une diplomatie économique pragmatique, nouant des partenariats équilibrés avec l'ensemble des grandes puissances.

Son ouverture économique s'est institutionnalisée. Le Sénégal a compris l'importance d'intégrer les chaînes de valeur mondiales et régionales. Au niveau régional, en tant que membre actif de la CEDEAO, il donne accès à un marché de plus de 300 millions de consommateurs. Malgré la création récente de l'Alliance des États du Sahel (AES), Dakar maintient une posture de médiateur pour préserver l'intégration économique régionale. Au plan international, le pays bénéficie de l'initiative AGOA (Afrique-Caraïbes-Pacifique) pour ses exportations vers les États-Unis, la levée des barrières douanières par la Chine au profit des pays africains et de l'accord d'association avec l'Union européenne. Enfin, le Plan Sénégal 2050 consiste en une feuille de route nationale qui remplace le *Plan Sénégal Emergent* (PSE) et mise sur les Partenariats Public-Privé (PPP) pour attirer les capitaux étrangers dans les secteurs de l'agro-industrie, de l'énergie verte et du numérique.

Sur un autre plan, la *diplomatie décolonisée* initiée par SENGHOR se traduit aujourd'hui par une politique de non-alignement actif, où le Sénégal entretient des relations stratégiques avec tous les blocs sans exclusive. Avec la France, le partenariat est historique. Malgré la fermeture des bases militaires entre 2010 et 2025, la coopération reste dense, notamment économique et culturelle. La France est un partenaire clé, comme en témoignent les rapports entre les Présidents Macron et Faye mais aussi la visite de l'ambassadeur sénégalais à l'IFRI début 2026 pour discuter des crises régionales. La Chine est un partenaire notamment via les investissements dans les infrastructures (routes, stades) et la construction de l'aéroport international Blaise-Diagne. Avec les États-Unis, la coopération est forte sur les volets sécuritaire (formation des armées) et énergétique, avec des investissements via la Millennium Challenge Corporation (MCC). Enfin, au rang des nouveaux entrants, le Sénégal attire les investissements turcs (construction, aérien) et entretient des relations privilégiées avec les pays du Golfe, comme en témoigne l'envoi de troupes pour protéger les lieux saints de l'Islam par le passé.

Il convient de préciser que l'internationalisation du Sénégal ne se limite pas aux flux financiers ; c'est une puissance normative. Sous les mandats de Macky Sall et désormais de Bassirou Diomaye Faye, Dakar joue un rôle clé dans la médiation des crises ouest-africaines. Le président Faye a fait de la «réparation de la fracture» entre la CEDEAO et les pays de l'AES une priorité, en nommant un envoyé spécial pour le Sahel. Cette posture de « bon élève » et de médiateur renforce son capital diplomatique sur la scène internationale.

Pouvoirs Locaux : *Si l'on adopte une perspective historique, quels ont été les principaux jalons qui ont progressivement installé le Sénégal comme l'une des puissances de référence en Afrique de l'Ouest ? Quels héritages continuent aujourd'hui de nourrir ce rôle de leadership régional ?*

Al Hassane O. A. Niang : L'ascension du Sénégal ne doit rien au hasard. Elle repose sur un héritage politique construit patiemment depuis l'indépendance, articulant vision intellectuelle, ancrage diplomatique et stabilité interne.

L'ère Senghor fut celle du pari de la diplomatie culturelle et de l'ouverture (1960-1980). Dès 1960, le président Léopold Sédar Senghor impose un cap. Conscient de la faiblesse militaire et économique du jeune État, il fait le choix de la « diplomatie d'influence ». Il utilise la Francophonie et la négociation pour s'affranchir progressivement du carcan colonial. Son dialogue avec John F. Kennedy incarne cette volonté de « décoloniser le regard » et de faire du Sénégal un interlocuteur moral de poids, bien au-delà de son poids démographique. L'organisation du Premier Festival Mondial des Arts Nègres à Dakar en 1966 est un marqueur absolu : pour la première fois, le Sénégal s'impose comme le centre du rayonnement de la culture et de l'identité noires dans le monde.

Sous Abdou Diouf, le Sénégal se différencie radicalement du reste du continent. En instaurant le multipartisme intégral en 1981, alors que la plupart des pays voisins sont dirigés par des partis uniques ou des juntes militaires, le pays se forge une identité d'« exception démocratique ». Cette stabilité politique, unique dans la région, attire naturellement les sièges

d'organisations internationales et la confiance des bailleurs de fonds. Le Sénégal devient le « démocrate » de la région, une posture qui lui confère une autorité morale pour siéger dans les instances de médiation.

Le XXIe siècle est celui du leadership sécuritaire et économique. L'ère WADE et l'affirmation sécuritaire : face à la montée du terrorisme post-11 septembre, le Président Abdoulaye Wade positionne le Sénégal comme un allié fiable de la coalition antiterroriste internationale, participant activement aux missions de maintien de la paix. L'ère Macky SALL et l'émergence économique : le *Plan Sénégal Émergent* (PSE) lancé en 2014 marque un tournant. Il donne un cadre visible à l'ambition de faire du Sénégal une nation émergente. Mais le marqueur le plus fort est sans doute l'exploitation des hydrocarbures (champ de Sangomar pour le pétrole 34,5 millions de barils par an, et Grand Tortue Ahmeyim pour le gaz 50 trillions de pieds cubes). Ce statut de « nouveau pays pétrolier » (2024-2025) change l'échelle géopolitique du pays, l'intégrant au club restreint des nations énergétiques. L'ère Diomaye Faye (2024-présent) : le leadership sénégalais se réaffirme aujourd'hui comme celui du « conciliateur ». Face à la dislocation de la CEDEAO, le Sénégal, sous la houlette du président Diomaye Faye, s'impose comme le pont naturel entre les pays côtiers et les pays sahéliens en rupture (AES). Cette capacité à rester un point de contact crédible pour tous les camps est l'expression la plus moderne de sa puissance régionale.

En conclusion, le Sénégal ne s'est pas installé comme leader par la force des armes ou la taille de son PIB, mais par la constance de sa stabilité, la finesse de sa diplomatie et sa capacité à se réinventer, passant de hub culturel à hub énergétique sans perdre son âme de médiateur.

Propos recueillis
par Xavier Poulet-Goffard

Pour aller plus loin



Benoît Chervalier, *Ce qu'attend l'Afrique. Ressources locales*, tensions mondiales, Éditions de l'Aube, 2025.

Dans *Ce qu'attend l'Afrique. Ressources locales*, tensions mondiales, Benoît Chervalier propose une lecture géo-économique et politique renouvelée du continent africain, loin des visions uniformes ou caricaturales souvent véhiculées dans le débat public. L'auteur rappelle qu'« il n'y a pas une Afrique mais des Afriques », soulignant la diversité historique, culturelle, économique et politique des 54 États du continent.

À rebours des discours afro-pessimistes comme des optimismes simplificateurs, il défend une approche lucide, attentive aux mutations profondes qui traversent aujourd'hui les sociétés africaines. L'ouvrage met en évidence la montée des souverainetés économiques, les enjeux liés aux matières premières stratégiques, aux infrastructures et à la transformation locale des ressources. Benoît Chervalier analyse également la recomposition des rapports de puissance entre l'Afrique, l'Europe, la Chine, les États-Unis et le « Sud global ». Il insiste sur la nécessité pour les pays africains de diversifier leurs partenariats afin de préserver leur autonomie stratégique. Le livre accorde enfin une place importante aux diasporas, à la jeunesse africaine et aux dynamiques entrepreneuriales qui participent à la redéfinition du continent dans la mondialisation contemporaine. À travers cet essai engagé, l'auteur défend l'idée que l'Afrique se trouve aujourd'hui à un véritable carrefour de son histoire, dont les évolutions auront des conséquences majeures pour l'équilibre du monde et pour l'Europe elle-même.